

EDITO

Contre des milliards d'euros pour le capital, les travailleur-ses ont droit à la baisse des salaires et de leurs droits, au licenciement, à la précarité et à la pauvreté.

Dans les entreprises, les exploitations agricoles, les commerces, l'aide à domicile ou le secteur social et médico-social, les salarié-es continuent de travailler de plus en plus durement ou subissent le chômage partiel pendant que leurs collègues sont surexploités.

La vague de licenciements dans le département se poursuit avec l'aide de l'État puisque le déversement d'argent ne protège pas les travailleur-ses des décisions des grands groupes et de leurs sous-traitant-es de sacrifier les emplois pour préserver leurs profits. C'est le cas chez Daher et Técalemit.

Les licenciements individuels ou de moins de 10 salarié-es se multiplient dans nombre d'entreprises du département, les menaces sur l'emploi chez Bosh et Delphi (Borgwarner) se précisent.

Pourtant, au sein de chaque entreprise et service les travailleur-ses se mobilisent et contestent par l'action collective les choix de leur employeur-se et revendiquent la hausse massive des salaires, le maintien des emplois et de leurs droits. Le 28 novembre et le 5 décembre les jeunes, les militant-es syndicaux, les chômeur-ses et les précaires ont démontré que l'État policier n'étouffera pas les colères et les revendications.

Pendant que les files d'attente devant les associations d'aide alimentaire grossissent de salarié-es et de jeunes licenciés dont les contrats précaires ont pris fin du jour au lendemain, la préoccupation de Macron et consorts est de prendre en charge les congés payés dus par les patron-nes à leurs salarié-es aux frais de l'ensemble de la population.

Le meilleur moyen de permettre aux petites entreprises, aux commerces de survivre pendant cette période est d'interdire les licenciements dans les grands groupes et leurs sous-traitant-es, d'augmenter les salaires et les retraites, de revaloriser massivement les minima sociaux au moins à hauteur du SMIC au bénéfice de tou-t-es.

Didier Calvo



SOMMAIRE

P.3 - 25 novembre : violences sexistes et sexuelles, la lutte continue !

P.4 - Élections TPE : Des droits, des emplois qualifiés, des hausses de salaires !



P.5 - Témoignage dans une TPE de l'artisanat.

P.6 - Témoignage dans une TPE de l'agriculture.

P.7 - Grève chez GRDF puis dans tout le secteur de l'Énergie.



Centrale de St Laurent—10/12/2020

P.8 - L'écho de la presse